



# Education : des pistes pour supprimer des postes

Les inspections générales ont étudié trois scénarios pour tirer parti du recul du nombre d'élèves

**B**allon d'essai ou véritables perspectives? La « revue de dépenses » réalisée conjointement par l'inspection générale des finances et l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche a tout du rapport explosif face à une école en crise.

Daté du mois d'avril mais rendu public en septembre, ce rapport, commandé par Matignon à l'automne 2023, explore différents scénarios pour tirer parti de la diminution du nombre d'élèves dans les années à venir et ainsi supprimer des postes d'enseignants et faire des économies budgétaires. Cette baisse démographique peut « justifier une réduction des moyens d'enseignement », jugent les auteurs.

La publication de ce rapport intervient alors que la préparation du budget 2025, perturbée par le contexte politique, s'avère particulièrement sensible au vu de l'augmentation du déficit des

comptes publics. Dans une mise en garde très politique lors de sa conférence de presse de rentrée, fin août, la ministre de l'éducation nationale démissionnaire, Nicole Belloubet, avait elle-même alerté sur la nécessité de sanctuariser le budget de l'éducation nationale, tandis que Bercy cherche des sources d'économie.

Depuis 2017, les moyens de l'éducation nationale « se sont déployés sans que les évolutions démographiques de la population des personnes de moins de 30 ans soient pleinement prises en compte », affirme le rapport.

La priorité accordée aux écoles primaires, avec le dédoublement des classes de grande section, de CP et de CE1 en éducation prioritaire, a conduit à une augmentation des dépenses d'éducation de 9 % pour ce niveau historiquement négligé.

La dépense d'éducation reste stable dans le second degré – avec 8 000 suppressions de postes dans l'intervalle – et recule dans le supérieur.

Dans le même temps, on compte 404 000 élèves de moins dans le primaire en 2023 par rapport à 2017, tandis que ce nombre a augmenté respectivement de 54 000 dans le second degré et de 245 000 dans l'enseignement supérieur. La baisse du nombre d'élèves commence néanmoins à atteindre le collège. Entre 2023 et 2028, les effectifs scolaires devraient encore diminuer de plus de 480 000 élèves, dont 252 000 à l'école élémentaire et 132 500 au collège, selon les projections de ce rapport.

A travers trois scénarios, les auteurs du rapport soumettent « des pistes de travail » à confronter avec « les réalités de terrain » pour aboutir à des « optimisations ». La première modélisation consiste à identifier au sein des établissements scolaires des classes à effectifs trop réduits par rapport à la moyenne nationale établie par niveau et par type d'établissement (éducation prioritaire ou non par exemple) et à répartir les élèves dans d'autres classes.

## Fermeture de milliers de classes

Cette « rationalisation » permettrait de fermer 600 classes à l'école primaire, entre 1 000 et 1 450 classes au collège, et de supprimer entre 1 380 et 1 820 équivalents temps plein. Ces économies se traduiraient pour les lycées concernés, « soit par une réduction de l'offre d'options ou d'enseignements de spécialité, soit par une réduction des dédoublements de classe », conclut le rapport.

Avec le deuxième scénario, les inspections générales des finances et de l'éducation s'attaquent au dédoublement des classes de grande section, de CP et de CE1 en

éducation prioritaire. Cette mesure phare lancée par Jean-Michel Blanquer lors du premier quinquennat d'Emmanuel Macron s'est traduite par la création de 16 686 équivalents temps plein depuis 2017 et a un coût en emploi de près de 800 millions d'euros par an.

Un rapport de l'inspection générale, non publié et révélé par *Le Monde*, pointait en avril 2023 les résultats encore en deçà des « bénéfices attendus » de cette réforme. Au lieu des 12 élèves par classe initialement prévus, la « revue de dépenses » étudie les effets d'un passage à 13 jusqu'à 17 élèves par classe. Le nombre de fermetures de classe s'élèverait de 117 à 2 360 selon le seuil fixé.

Troisième scénario, revoir le maillage territorial des écoles et des collèges en fonction de la démographie scolaire. Avec deux principes : le temps de trajet pour





se rendre dans le nouvel établissement ne doit pas excéder vingt minutes en voiture et cette redistribution ne doit pas entraîner de nouvelles ouvertures de classe.

Près de 1925 écoles pourraient être fermées dans ce cadre, ce qui correspondrait à la suppression de plus de 4900 équivalents temps plein d'enseignants. Cela représente 4 % des écoles primaires, notent les auteurs, alors que cette hypothèse a de quoi faire bondir les élus locaux, fortement attachés à la présence d'une école pour garantir le dynamisme et l'attractivité de leur territoire. Dans le second degré, trente-trois collèges pourraient être fermés selon cette modélisation, à parts égales entre public et privé sous contrat. Cela représente près de 800 enseignants à temps plein en moins.

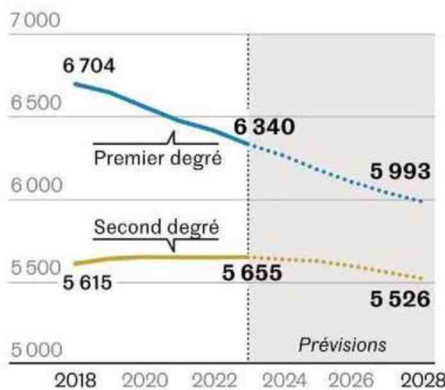
Au fil des pages, des divergences de vues se font sentir entre le ministère de l'éducation et celui de l'économie, le premier ayant tendance à prendre en considération le « politiquement soutenable, au-delà du techniquement possible ».

Du côté des syndicats d'enseignants, ces différents scénarios ont tout du casus belli. « Cette baisse démographique devrait au contraire être une aubaine pour améliorer les conditions de travail des élèves comme des enseignants », affirme Sophie Vénétiay, secrétaire générale du SNES-FSU. Pour les acteurs éducatifs, la baisse démographique devrait ainsi permettre de diminuer le nombre d'élèves par classe, tandis que la France compte parmi les pays qui ont les classes les plus chargées d'Europe. ■

SYLVIE LECHERBONNIER

## La publication de ce rapport intervient alors que la préparation du budget 2025 s'avère sensible

Prévisions d'effectifs d'élèves des premier et second degrés entre 2018 et 2028, en milliers



Source : inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche

Evolution attendue des effectifs d'élèves des premier et second degrés entre 2023 et 2028, par niveau scolaire

